

Pour la tribune de discussion au congrès

Gérard Le Puill, Section de Colombes, Fédération des Hauts de Seine

Construire à temps un autre type de société ou assister à un effondrement des sociétés !

La lecture attentive de la « base commune » et des quatre textes alternatifs soumis à la réflexion des communistes me conduit à préférer la « base commune » sans en être entièrement satisfait. Nous sommes tous devenus communistes pour transformer la société, mettre fin au capitalisme, faire de sorte que l'économie soit au service de la satisfaction des besoins humains. Mais quiconque compte aujourd'hui quarante à cinquante ans de militantisme au PCF sait aussi que changer la société n'est pas une mince affaire. L'échec du socialisme en URSS comme dans les pays de l'Est européen est là pour nous le rappeler. En France aussi, la participation des communistes à deux gouvernements dirigés par des socialistes n'a pas empêché la crise de s'approfondir. Le ressentiment exprimé par des militants dans plusieurs textes alternatifs en témoigne. Mais cela ne nous ouvre pas de perspectives en ce début de XXIème siècle alors que le stade atteint par la crise du système capitaliste met en danger l'avenir de l'humanité dans le monde fini qui est le notre, marqué par le réchauffement climatique.

Le texte de la direction nationale du parti prend la mesure de ce risque beaucoup mieux que les autres. Mais il relève d'une démarche à mes yeux plus accompagnatrice d'un enjeu que porteuse d'une réflexion prospective destinée à répondre à cet enjeu. Nous sommes entrés dans une époque où notre projet de société doit à la fois proposer au peuple français une voie d'avenir qui améliore la situation du plus grand nombre tout agissant sans attendre pour diviser par quatre le bilan carbone de toutes nos activités cumulées d'ici 2050 afin que la France prenne la part qui lui revient dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Cet objectif doit être notre boussole dans l'intérêt bien compris des générations futures. Il me semble que nous manquons à ce propos d'une analyse suffisamment fine d'un système de production capitaliste. Ce dernier est de moins en moins efficient économiquement, car gaspilleur de capital productif dans le cadre de la concurrence de tous contre tous. Or, nous avons tendance à occulter ce gaspillage en mettant l'accent trop exclusivement sur l'exigence de rémunération rapide et élevée des détenteurs capitaux. Cette exigence est réelle mais elle n'explique pas tout.

Mon parcours professionnel m'a fait beaucoup réfléchir sur le lien étroit entre les gaspillages de l'économie capitale et le réchauffement climatique. En 1983, j'ai perdu à 42 ans mon emploi d'ouvrier d'usine chez Kléber-Colombes en même temps que 1.200 collègues parce que les salaires inférieurs 35% en province par rapport à ceux de la région parisienne devaient accroître la rentabilité du groupe Michelin. Deux des usines qui ont récupéré une partie de la production faite à Colombes ont été fermées en 2007 et 2009 après moins de 40 ans d'activité. Là encore, parce que les salaires en

Serbie où fut construite une nouvelle usine en ce début de XXIème siècle étaient trois fois moins élevés qu'en France et permettaient d'augmenter encore les marges du groupe Michelin. Presque tous les militants communistes des grandes usines que j'ai connus dans les Hauts de Seine, ont vu leurs sites de production fermer entre les vingt dernières années du XXème siècle et la première décennie du XXIème. De la sidérurgie à l'industrie textile, en passant par beaucoup d'autres secteurs, cette course au profit des firmes n'a pas gaspillé que du capital humain dans toute la France. Elle montre a posteriori que le slogan «produisons français» du Parti communiste vers la fin des années 70 était juste au plan économique mais aussi écologique. Aujourd'hui, ce sont nos paysans qui en sont à défendre la même idée pour tenter de gagner leur vie en travaillant pour nous nourrir.

Dans le contexte de ce début de siècle marqué par le réchauffement climatique, produire en économisant les matières premières, en réduisant la consommation des énergies fossiles, en augmentant la durabilité des objets produits, en pratiquant le recyclage des déchets, en orientant les pratiques agricoles vers une moindre utilisation d'intrants chimique, en pratiquant une agro-écologie qui fera travailler la nature de manière intelligente et économe, en réduisant la distance entre le champ et l'assiette sont autant de pratiques qui doivent devenir la colonne vertébrale de notre projet politique. Aucun parti politique n'a encore fait ce travail en France et les marxistes que nous sommes doivent se mettre en capacité de le faire.

Il nous faut pour cela discuter de planification écologique, d'aménagement du territoire, ce qui passe par la contestation de la politique de l'offre. Cette dernière est à la fois fondée sur une course folle à l'innovation qui débouche sur des produits à courte durée de vie après une grosse consommation de matière première et un bilan carbone désastreux. A travers quelques 150 débats auxquels j'ai participé ces trois dernières années à partir de mes deux derniers livres sur les enjeux agricoles pour l'un et climatiques pour l'autre, j'ai pu mesurer qu'il existe un vif intérêt pour ces questions, tant chez les militants communistes, les responsables associatifs, que les simples citoyens soucieux de trouver une issue à la crise de cette société capitaliste qui ne cesse de s'aggraver.

Finalement, l'enjeu majeur du XXIème siècle me paraît être le suivant : construire à temps un autre modèle de société ou assister à un effondrement progressif des sociétés ? Dans l'intérêt des générations futures, nous devons amplifier le combat pour la première alternative.

glepuill@humanite.fr